

CONSEIL COMMUNAL DU 15 JANVIER 2007

**Présents : M. Robert DERMIENCE, Bourgmestre – président
Ms. et Mme. CLOSSON Benoît, BUGHIN-WEINQUIN Anne, TAVIER
Guillaume, Echevins,
DELVOSALLE Claudine, Présidente du C.P.A.S.,
DAMILOT Thierry, COLLIN Rudy, LAMBERT Etienne, DETROZ Cécile,
et MEUNIER Bruno et Arthur PONCIN, conseillers ;**

BAIJOT Pol, secrétaire communal

Le Président ouvre la séance à 20 heures. Le secrétaire donne lecture du procès-verbal de la séance précédente, lequel ne soulevant aucune objection, est approuvé à l'unanimité. M. le secrétaire communal demande à MM. Dermience et Meunier de pouvoir disposer du texte de leur intervention lors de la séance d'installation. Chacun remettra le texte pour la prochaine séance.

LE CONSEIL COMMUNAL

504.1. 1. PRESTATION DE SERMENT DE A. PONCIN.

Robert DERMIENCE, Bourgmestre – président, déclare que les pouvoirs du conseiller communal élu lors des élections du 08 octobre 2006 en qualité de premier suppléant de la liste n° 8 « Ensemble » et présent en séance peuvent être validés dès lors qu'il ne se trouve pas dans un cas d'inéligibilité, d'incompatibilité de fonction ni de parenté ou d'alliance et qu'en conséquence il peut faire partie du conseil communal.

Monsieur le président invite alors M. Arthur PONCIN, élu premier suppléant de la liste n° 8 « Ensemble » à prêter entre ses mains et en séance publique le serment prévu à l'article L1126-1 du Code de la démocratie et de la décentralisation et dont le texte suit: «Je jure fidélité au Roi, obéissance à la Constitution et aux lois du peuple belge.»

Monsieur Arthur PONCIN prête le serment constitutionnel.

Monsieur Arthur PONCIN est déclaré installé dans sa fonction.

La présente délibération sera envoyée à l'autorité provinciale.

Madame l'échevine Anne BUGHIN profite de l'entrée en fonction d'Arthur PONCIN pour justifier la position de son groupe de faire partie de la majorité du Conseil communal.

« Je voudrais profiter de l'installation d'Arthur Poncin comme conseiller communal pour expliquer les raisons qui nous ont conduits (le groupe ensemble) à accepter de rallier la majorité, après mûre réflexion. Certains se demandent peut-être pourquoi avoir accepté de renforcer une majorité absolue. Et peut être ont-ils raison, il aurait été plus facile et opportuniste mais moins courageux de rester dans l'opposition. Nous n'avons pas voulu adopter une stratégie politique que je qualifierais plutôt de politiciaille, faire des calculs d'apothicaires avec les retombées éventuelles dans six ans...

Quand Robert nous a proposé de rejoindre son groupe, il nous a dit que cette proposition nous était faite dans le seul souci d'oeuvrer pour le bien de tous et dans le respect de la démocratie.

Et c'est bien ce qui nous a conduits à accepter.

Nous sommes conscients que notre position politique nous rend incontournable pour aller chercher une partie des subsides dont la commune aura grandement besoin pour faire avancer le programme communal de développement rural, fruit du travail de nos concitoyens.

Une seconde raison, plus primordiale à nos yeux est qu'au cours de l'année 2006, nous avons travaillé avec passion à développer un programme qui nous tient à coeur. C'est cette capacité de pouvoir porter une partie de nos projets qui nous a aussi incités à dire oui.

Nous voyons notre rôle non pas comme celui de « béni oui-oui » mais comme de véritables partenaires auxquels nous associerons très volontiers Bruno Meunier.

Je remercie la liste Intérêts Wellinois de nous avoir donné cette possibilité d'apporter notre contribution au bien être de tous les habitants de notre belle commune.

Naître, jouer, grandir, apprendre, habiter, entreprendre, travailler, créer des liens, s'épanouir et bien vivre dans nos villages, bref être heureux dans notre commune tels étaient les mots avec lesquels nous entamions notre campagne et ils restent le souhait que nous formulons pour toutes les personnes de l'entité Wellinoise en ce début d'année 2007... »

172.84. 2. CONSEIL DE POLICE. DESIGNATION.

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux ;

Vu la loi du 1^{er} décembre 2006, publiée au Moniteur belge du 04 décembre 2006, modifiant la loi du 07 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux qui précise notamment en son article 5 que « Pour l'élection des membres du Conseil de police qui suit les élections communales de 2006, le délai de dix jours, visés à l'article 18 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux

niveaux, est fixé à 42 jours, étant entendu que l'élection doit avoir lieu au plus tard dix jours avant le premier jour ouvrable de février 2007 ;

Attendu que l'installation du conseil communal a eu lieu le 04 décembre 2006 ;

Considérant que le conseil de police de la zone pluricommunale Semois-Lesse est composée de membres élus, conformément à l'article 18, alinéa 1^{er}, de la loi du 7 décembre 1998 ;

Considérant que, conformément à l'article 12, alinéa 2, de la loi du 17 décembre 1998, le conseil communal doit procéder à l'élection d'un membre du conseil communal au conseil de police ;

Considérant que chacun des 11 conseillers communaux dispose de 1 voix, conformément à l'article 16 de la loi du 7 décembre 1998 ;

Vu l'acte unique de présentation, introduit conformément aux articles 2, 4 et 5 de l'arrêté royal du 20 décembre 2000 relatif à l'élection des membres du conseil de police dans chaque conseil communal ;

Considérant que, respectivement, cet acte présente les candidats mentionnés ci-après et qu'il est signé par les conseillers suivants :

- Candidat effectif : CLOSSON Benoît
- 1^{er} Candidat suppléant : PONCIN Arthur
- 2^{ème} candidat suppléant : DAMILOT Thierry

Conseillers signataires : CLOSSON Benoît, TAVIER Guillaume, DELVOSALLE Claudine, BUGHIN Anne, DERMIENCE Robert, DAMILOT Thierry et PONCIN Arthur ;

Constate que la condition d'éligibilité est remplie par les candidats ;

Constate qu'aucun membre effectif ne se trouve dans l'un des cas d'incompatibilité précisés à l'article 15 de la loi du 7 décembre 1998 ;

Vu la liste des candidats établie par le bourgmestre, conformément à l'article 7 de l'Arrêté royal précité, sur la base desdits actes de présentation et libellée comme suit :

- Candidat effectif : CLOSSON Benoît
- 1^{er} Candidat suppléant : PONCIN Arthur
- 2^{ème} candidat suppléant : DAMILOT Thierry

ETABLIT que Guillaume TAVIER et Bruno MEUNIER, conseillers communaux, assistent le bourgmestre lors des opérations du scrutin et du recensement des voix (article 10 de l'arrêté royal) ;

Va procéder, en séance publique et à scrutin secret, à l'élection du membre effectif et de leurs suppléants du conseil de police ;

11 conseillers prennent part au scrutin et reçoivent chacun 1 bulletin de vote ;
11 bulletins de vote trouvés dans l'urne sont remis au bourgmestre et à ses
assesseurs.

En ce qui concerne ces bulletins, le recensement des voix donne le résultat
suivant :

11 bulletins valables

Benoît CLOSSON obtient 11 suffrages.

CONSTATE que les suffrages ont été exprimés au nom des candidats
membres effectifs présentés selon les règles ;

CONSTATE que Benoît CLOSSON candidat membre effectif, qui a obtenu
l'unanimité des voix, est élu.

Le présent procès-verbal sera envoyé en deux exemplaires à la Députation
permanente, conformément à l'article 18/bis de la loi du 7 décembre 1998 et à
l'article 15 de l'AR du 20 décembre 2000 relatif à l'élection des membres du
conseil de police dans chaque conseil communal.

472.

3. C.P.A.S. – MODIFICATIONS BUDGETAIRES.

3.1. Modifications budgétaires n° 2 – Exercice 2006.

Vu l'article 88 de la loi organique des CPAS ;

Vu la délibération du Conseil de l'Action sociale du 10 novembre
2006 approuvant les modifications budgétaires n° 2 de l'exercice
2006, lesquelles ne comportaient pas d'accroissement de la
participation financière de la commune et dont le résultat s'établit
de la manière suivante :

Service ordinaire

	Recettes	Dépenses
Budget initial	840.168,18	840.168,18
Augmentation	27.437,71	29.637,71
Diminution	1.000,00	3.200,00
	-----	-----
Résultat	866.605,89	866.605,89

Service extraordinaire

	Recettes	Dépenses
Budget initial	1.742,27	1.742,27
Augmentation		1.742,27
Diminution		1.742,27
	-----	-----
Résultat	1.742,27	1.742,27

A l'unanimité ;

APPROUVE la modification budgétaire n°2 telle que présentée ci-avant.

3.2. Modifications budgétaires n° 3 – Exercice 2006.

Vu l'article 88 de la loi organique des CPAS ;

Vu la délibération du Conseil de l'Action sociale du 14 décembre 2006 approuvant les modifications budgétaires n° 3 de l'exercice 2006, lesquelles ne comportaient pas d'accroissement de la participation financière de la commune et dont le résultat s'établit de la manière suivante :

Service ordinaire

	Recettes	Dépenses
Budget initial	866.605,89	866.605,89
Augmentation	9.023,48	9.023,48
Diminution		
	-----	-----
Résultat	875.629,37	875.629,37

A l'unanimité ;

APPROUVE la modification budgétaire n°2 telle que présentée ci-avant.

M. le conseiller Bruno MEUNIER demande s'il est possible de pouvoir consulter les modifications budgétaires du C.P.A.S. Il lui est répondu que l'ensemble des pièces des dossiers soumis à l'appréciation du conseil communal peut être consulté dès l'envoi de la convocation au conseil.

185.3.

4. FABRIQUE D'ÉGLISE. BUDGET.

4.1. Lomprez. Budget 2007.

Vu le budget de l'année 2007, arrêté par le Conseil de la Fabrique d'église de Lomprez, déposé le 13 décembre 2006 ;

Vu les pièces y annexées ;

Vu la loi du 14 mars 1870 sur le temporel des cultes ;

Vu la circulaire du Ministère de la région Wallonne du 17 janvier 2005 concernant la transmission des budgets, comptes, modifications budgétaires des fabriques d'église ;

A l'unanimité,

VISE favorablement le budget 2007 de la Fabrique d'église de Lomprez dont le résultat se présente comme suit :

Recettes et dépenses équilibrées à 12.733,64 €

Participation communale : 10.471,87 €

4.2. Chanly. Budget 2007.

Vu le budget de l'année 2007, arrêté par le Conseil de la Fabrique d'église de Lomprez, déposé le 12 janvier 2007 ;

Vu les pièces y annexées ;

Vu la loi du 14 mars 1870 sur le temporel des cultes ;

Vu la circulaire du Ministère de la région Wallonne du 17 janvier 2005 concernant la transmission des budgets, comptes, modifications budgétaires des fabriques d'église ;

A l'unanimité,

VISE favorablement le budget 2007 de la Fabrique d'église de Chanly dont le résultat se présente comme suit :

Recettes et dépenses équilibrées à 9.789 €

Participation communale : 6.633,04 €

Compte tenu du dépôt tardif du budget, une copie sera transmise à chaque membre du conseil communal pour prise de connaissance.

504.1.

5. REGLEMENT D'ORDRE INTERIEUR DU CONSEIL COMMUNAL.

M. le Président soumet à l'approbation du conseil communal le règlement d'ordre intérieur tel qu'élaboré par le Collège communal.

Il précise toutefois qu'il propose en outre de compléter l'article 75 en précisant que le montant de la redevance est fixé à 0,05 € et que l'article 79 doit être modifié afin de porter le montant du jeton de présence à 100 €.

M. le conseiller Bruno MEUNIER relevant que le montant de la redevance prévue à l'article 23 n'est pas fixé. Il propose d'ailleurs de retenir la gratuité.

M. le président demande s'il ne conviendrait pas d'adopter le même tarif que celui retenu à l'article 75. Il est alors précisé que l'article 23 ne concerne que la communication à la presse et à tout particulier qui le demande de l'ordre du jour du conseil communal. Le conseil retient alors le principe de la gratuité pour la fourniture de ce type de document.

M. le conseiller Bruno MEUNIER estime encore que la portée de l'article 47 est trop restrictive dans la mesure où c'est la majorité absolue qui détermine le contenu d'une partie du procès-verbal de séance.

Le secrétaire communal précise qu'il s'agit ici d'une application stricte du décret d'autant que le secrétaire communal est seul responsable de son procès-verbal. Il le rassure toutefois en précisant que les comptes rendus de séance à Wellin reprennent les différentes interventions importantes des conseillers communaux afin de respecter au mieux la transcription des débats démocratiques.

Règlement d'ordre intérieur du conseil communal

Vu le Code de la démocratie locale et notamment son article L1122-18, qui stipule que le conseil communal adopte un règlement d'ordre intérieur,

Vu également les articles 26bis, par. 5, alinéa 2, et 34bis de la loi organique des CPAS du 8 juillet 1976, relatifs aux réunions conjointes du conseil communal et du conseil de l'action sociale,

Considérant que, outre les dispositions que ledit code prescrit d'y consigner, ce règlement peut comprendre des mesures complémentaires relatives au fonctionnement du conseil communal,

Sur proposition du collège communal,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

ARRETE :

TITRE I – LE FONCTIONNEMENT DU CONSEIL COMMUNAL

Chapitre 1^{er} – Le tableau de préséance

Section unique – L'établissement du tableau de préséance

Article 1er – Il est établi un tableau de préséance des conseillers communaux dès après l'installation du conseil communal.

Article 2 - Le tableau de préséance est réglé d'après l'ordre d'ancienneté des conseillers, à dater de leur première entrée en fonction, et, en cas d'ancienneté égale, d'après le nombre des votes obtenus lors de la dernière élection.

Seuls les services ininterrompus en qualité de conseiller titulaire sont pris en considération pour déterminer l'ancienneté de service, toute interruption entraînant la perte définitive de l'ancienneté acquise.

Les conseillers qui n'étaient pas membres du conseil sortant figurent en bas de tableau, classés d'après le nombre de votes obtenus lors de la dernière élection.

Article 3 – Par nombre de votes obtenus, on entend: le nombre de votes attribués individuellement à chaque candidat après dévolution aux candidats des votes de liste favorables à l'ordre de présentation de celle-ci, à laquelle il est procédé conformément aux articles L4145-11 à L4145-14 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

En cas de parité de votes obtenus par deux conseillers d'égale ancienneté de service, la préséance est réglée selon le rang qu'ils occupent sur la liste s'ils ont été élus sur la même liste, ou selon l'âge qu'ils ont au jour de l'élection s'ils ont été élus sur des listes différentes, la priorité étant alors réservée au conseiller le plus âgé.

Dans le cas où un suppléant vient à être installé à la même séance que les conseillers titulaires suite au désistement explicite d'un élu, il n'est tenu compte que de ses voix individuelles, conformément à l'article L4145-14 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Article 4 – L'ordre de préséance des conseillers communaux est sans incidence sur les places à occuper par les conseillers communaux pendant les séances du conseil. Il n'a pas non plus d'incidence protocolaire.

Chapitre 2 – Les réunions du conseil communal

Section 1 - La fréquence des réunions du conseil communal

Article 5 - Le conseil communal se réunit toutes les fois que l'exigent les affaires comprises dans ses attributions et au moins dix fois par an.

Lorsqu'au cours d'une année, le conseil s'est réuni moins de dix fois, durant l'année suivante, le nombre de conseillers requis à l'article 8 du présent règlement (en application de l'article L1122-12, alinéa 2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation), pour permettre la convocation du conseil est réduit au quart des membres du conseil communal en fonction.

Section 2 - La compétence de décider que le conseil communal se réunira

Article 6 - Sans préjudice des articles 7 et 8, la compétence de décider que le conseil communal se réunira tel jour, à telle heure, appartient au collège communal.

Article 7 - Lors d'une de ses réunions, le conseil communal – si tous ses membres sont présents - peut décider à l'unanimité que, tel jour, à telle heure, il se réunira à nouveau afin de terminer l'examen, inachevé, des points inscrits à l'ordre du jour.

Article 8 - Sur la demande d'un tiers des membres du conseil communal en fonction ou - en application de l'article 5, alinéa 2 du présent règlement et conformément à l'article L1122-12, alinéa 2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation - sur la demande du quart des membres du conseil communal en fonction, le collège communal est tenu de le convoquer aux jour et heure indiqués.

Lorsque le nombre des membres du conseil communal en fonction n'est pas un multiple de trois ou de quatre, il y a lieu, pour la détermination du tiers ou du quart, d'arrondir à l'unité supérieure le résultat de la division par trois ou par quatre.

Section 3 - La compétence de décider de l'ordre du jour des réunions du conseil communal

Article 9 - Sans préjudice des articles 11 et 12, la compétence de décider de l'ordre du jour des réunions du conseil communal appartient au collège communal.

Article 10 - Chaque point à l'ordre du jour donnant lieu à une décision doit être accompagné par un projet de délibération.

Article 11 - Lorsque le collège communal convoque le conseil communal sur la demande d'un tiers ou d'un quart de ses membres en

fonction, l'ordre du jour de la réunion du conseil communal comprend, par priorité, les points indiqués par les demandeurs de la réunion.

Article 12 - Tout membre du conseil communal peut demander l'inscription d'un ou de plusieurs points supplémentaires à l'ordre du jour d'une réunion du conseil, étant entendu:

a) que toute proposition étrangère à l'ordre du jour doit être remise au bourgmestre ou à celui qui le remplace, au moins cinq jours francs avant la réunion du conseil communal;

b) qu'elle doit être accompagnée d'une note explicative ou de tout document propre à éclairer le conseil communal;

c) que, si elle donne lieu à décision, elle doit être accompagnée d'un projet de délibération, conformément à l'article 10 du présent règlement;

d) qu'il est interdit à un membre du collège communal de faire usage de cette faculté.

Par "cinq jours francs", il y a lieu d'entendre cinq jours de vingt-quatre heures, cela signifiant que le jour de la réception de la proposition étrangère à l'ordre du jour par le bourgmestre ou par celui qui le remplace et celui de la réunion du conseil communal ne sont pas compris dans le délai.

Le bourgmestre ou celui qui le remplace transmet sans délai les points complémentaires de l'ordre du jour de la réunion du conseil communal à ses membres.

Section 4 - L'inscription, en séance publique ou en séance à huis clos, des points de l'ordre du jour des réunions du conseil communal

Article 13 - Sans préjudice des articles 14 et 15, les réunions du conseil communal sont publiques.

Article 14 - Sauf lorsqu'il est appelé à délibérer du budget, d'une modification budgétaire ou des comptes, le conseil communal, statuant à la majorité des deux tiers de ses membres présents, peut, dans l'intérêt de l'ordre public et en raison des inconvénients graves qui résulteraient de la publicité, décider que la réunion du conseil ne sera pas publique.

Lorsque le nombre des membres du conseil communal présents n'est pas un multiple de trois, il y a lieu, pour la détermination des deux tiers, d'arrondir à l'unité supérieure le résultat de la division par trois suivie de la multiplication par deux.

Article 15 - La réunion du conseil communal n'est pas publique lorsqu'il s'agit de questions de personnes.

Dès qu'une question de ce genre est soulevée, le président prononce le huis clos.

Article 16 - Lorsque la réunion du conseil communal n'est pas publique, seuls peuvent être présents:

- les membres du conseil,
- le secrétaire
- et, s'il y a lieu, des personnes appelées pour exercer une tâche professionnelle.

Article 17 - Sauf en matière disciplinaire, la séance à huis clos ne peut avoir lieu qu'après la séance publique.

S'il paraît nécessaire, pendant la séance publique, de continuer l'examen d'un point en séance à huis clos, la séance publique peut être interrompue, à cette seule fin.

Section 5 - Le délai entre la réception de la convocation par les membres du conseil communal et sa réunion

Article 18 - Sauf les cas d'urgence, la convocation du conseil communal - laquelle indique, avec suffisamment de clarté, les points de l'ordre du jour - se fait, par écrit et à domicile, au moins sept jours francs avant celui de la réunion.

Ce délai est ramené à deux jours francs lorsqu'il s'agit des deuxième et troisième convocations du conseil communal, dont il est question à l'article L1122-17, alinéa 3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Par "sept jours francs" et par "deux jours francs", il y a lieu d'entendre respectivement, sept jours de vingt-quatre heures et deux jours de vingt-quatre heures, cela signifiant que le jour de la réception de la convocation par les membres du conseil communal et celui de sa réunion ne sont pas compris dans le délai.

Article 19 – Pour l'application de l'article 18 du présent règlement et de la convocation "à domicile", il y a lieu d'entendre ce qui suit: la convocation est portée au domicile des conseillers.

Par "domicile", il y a lieu d'entendre l'adresse d'inscription du conseiller au registre de population.

Chaque conseiller indiquera de manière précise la localisation de sa boîte aux lettres.

A défaut de la signature du conseiller en guise d'accusé de réception, le dépôt de la convocation dans la boîte aux lettres désignée, attesté par un agent communal, sera valable.

Section 6 - La mise des dossiers à la disposition des membres du conseil communal

Article 20 - Sans préjudice de l'article 22, pour chaque point de l'ordre du jour des réunions du conseil communal, toutes les pièces se rapportant à ce point – en ce compris le projet de délibération visé à l'article 10 du présent règlement - sont mises à la disposition, sans déplacement, des membres du conseil, et ce, dès l'envoi de l'ordre du jour.

Durant les heures d'ouverture des bureaux, les membres du conseil communal peuvent consulter ces pièces au secrétariat communal.

Article 21 - Durant les heures d'ouverture des bureaux, les fonctionnaires communaux désignés par le secrétaire communal fournissent aux membres du conseil communal qui le demandent des informations techniques au sujet des documents figurant aux dossiers dont il est question à l'article 20.

Les membres du conseil communal désireux que pareilles informations leur soient fournies conviennent avec le fonctionnaire communal concerné des jour et heure auxquels ils lui feront visite.

Article 22 - Au plus tard sept jours francs avant la réunion au cours de laquelle le conseil communal est appelé à délibérer du budget, d'une modification budgétaire ou des comptes, le collège communal remet à chaque membre du conseil communal un exemplaire du projet de budget, du projet de modification budgétaire ou des comptes.

Par "sept jours francs", il y a lieu d'entendre sept jours de vingt-quatre heures, cela signifiant que le jour de la réception du projet de budget, du projet de modification budgétaire ou des comptes par les membres du conseil communal et celui de sa réunion ne sont pas compris dans le délai.

Le projet est communiqué tel qu'il sera soumis aux délibérations du conseil communal, dans la forme prescrite et accompagné des annexes requises pour son arrêt définitif, à l'exception, pour ce qui concerne les comptes, des pièces justificatives.

Le projet de budget et les comptes sont accompagnés d'un rapport. Le rapport comporte une synthèse du projet de budget ou des comptes. En outre, le rapport qui a trait au budget définit la politique générale et financière de la commune ainsi que tous les éléments utiles d'information, et celui qui a trait aux comptes synthétise la gestion des finances communales durant l'exercice auquel ces comptes se rapportent. Avant que le conseil communal délibère, le collège communal commente le contenu du rapport.

Pour les comptes, outre le rapport évoqué ici, est également jointe la liste des adjudicataires des marchés de travaux, de fournitures ou de services

pour lesquels le conseil a choisi le mode de passation et a fixé les conditions, conformément à l'article L1312-1, alinéa 1^{er} du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Section 7 - L'information à la presse et aux habitants

Article 23 - Les lieu, jour et heure et l'ordre du jour des réunions du conseil communal sont portés à la connaissance du public par voie d'affichage à la maison communale, dans les mêmes délais que ceux prévus aux articles L1122-13, L1122-23 et L1122-24, alinéa 3, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, relatifs à la convocation du conseil, ainsi que par un avis diffusé sur le site internet de la commune.

La presse et les habitants intéressés de la commune sont, à leur demande et dans un délai utile, informés gratuitement de l'ordre du jour des réunions du conseil communal.. Le délai utile ne s'applique pas pour des points qui sont ajoutés à l'ordre du jour après l'envoi de la convocation conformément à l'article L1122-13 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Section 8 - La compétence de présider les réunions du conseil communal

Article 24 – Sans préjudice de la norme prévue à l'article L1122-15 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation pour la période antérieure à l'adoption du pacte de majorité par le conseil communal, la compétence de présider les réunions du conseil communal appartient au bourgmestre ou à celui qui le remplace.

Lorsque le bourgmestre n'est pas présent dans la salle de réunion à l'heure fixée par la convocation, il y a lieu:

- de considérer qu'il est absent ou empêché, au sens de l'article L1123-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation,
- et de faire application de cet article.

Section 9 - La compétence d'ouvrir et de clore les réunions du conseil communal

Article 25 - La compétence d'ouvrir et de clore les réunions du conseil communal appartient au président.

La compétence de clore les réunions du conseil communal comporte celle de les suspendre.

Article 26 - Le président doit ouvrir les réunions du conseil communal à l'heure fixée par la convocation.

Article 27 - Lorsque le président a clos une réunion du conseil communal:

- a) celui-ci ne peut plus délibérer valablement;
- b) la réunion ne peut pas être rouverte.

Section 10 - Le nombre de membres du conseil communal devant être présents pour qu'il puisse délibérer valablement

Article 28 - Sans préjudice de l'article L1122-17, alinéa 2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le conseil communal ne peut prendre de résolution si la majorité de ses membres en fonction n'est présente.

Par "la majorité de ses membres en fonction", il y a lieu d'entendre:

- la moitié plus un demi du nombre des membres du conseil communal en fonction, si ce nombre est impair;
- la moitié plus un du nombre des membres du conseil en fonction, si ce nombre est pair.

Article 29 - Lorsque, après avoir ouvert la réunion du conseil communal, le président constate que la majorité de ses membres en fonction n'est pas présente, il la clôt immédiatement.

De même, lorsque, au cours de la réunion du conseil communal, le président constate que la majorité de ses membres en fonction n'est plus présente, il la clôt immédiatement.

Section 11 - La police des réunions du conseil communal

Sous-section 1ère - Disposition générale

Article 30 - La police des réunions du conseil communal appartient au président.

Sous-section 2 - La police des réunions du conseil communal à l'égard du public

Article 31 - Le président peut, après en avoir donné l'avertissement, faire expulser à l'instant du lieu de l'auditoire tout individu qui donnera des signes publics soit d'approbation, soit d'improbation, ou excitera au tumulte de quelque manière que ce soit.

Le président peut, en outre, dresser procès-verbal à charge du contrevenant, et le renvoyer devant le tribunal de police qui pourra le condamner à une amende d'un à quinze euros ou à un emprisonnement d'un à trois jours, sans préjudice d'autres poursuites, si le fait y donne lieu.

Sous-section 3 - La police des réunions du conseil communal à l'égard de ses membres

Article 32 - Le président intervient:

- de façon préventive, en accordant la parole, en la retirant au membre du conseil communal qui persiste à s'écarter du sujet, en mettant aux voix les points de l'ordre du jour;
- de façon répressive, en retirant la parole au membre du conseil qui trouble la sérénité de la réunion, en le rappelant à l'ordre, en suspendant la réunion ou en la levant. Sont notamment considérés comme troublant la sérénité de la réunion du conseil communal, ses membres:
 - qui prennent la parole sans que le président la leur ait accordée,
 - qui conservent la parole alors que le président la leur a retirée,
 - ou qui interrompent un autre membre du conseil pendant qu'il a la parole.

Tout membre du conseil communal qui a été rappelé à l'ordre peut se justifier, après quoi le président décide si le rappel à l'ordre est maintenu ou retiré.

Enfin, le président pourra également exclure le membre du conseil de la réunion si celui-ci excite au tumulte de quelque manière que ce soit.

Article 33 - Plus précisément, en ce qui concerne l'intervention du président de façon préventive, celui-ci, pour chaque point de l'ordre du jour:

- a) le commente ou invite à le commenter;
- b) accorde la parole aux membres du conseil communal qui la demandent, étant entendu qu'il l'accorde selon l'ordre des demandes et, en cas de demandes simultanées, selon l'ordre du tableau de préséance tel qu'il est fixé au Titre I, Chapitre 1^{er} du présent règlement;
- c) clôt la discussion;
- d) circonscrit l'objet du vote et met aux voix, étant entendu que le vote porte d'abord sur les modifications proposées au texte initial.

Les points de l'ordre du jour sont discutés dans l'ordre indiqué par celui-ci, à moins que le conseil communal n'en décide autrement.

Les membres du conseil communal ne peuvent pas demander la parole plus de deux fois à propos du même point de l'ordre du jour, sauf si le président en décide autrement.

Section 12 - La mise en discussion de points non inscrits à l'ordre du jour de la réunion du conseil communal

Article 34 - Aucun point non inscrit à l'ordre du jour de la réunion du conseil communal ne peut être mis en discussion, sauf dans les cas d'urgence où le moindre retard pourrait occasionner du danger.

L'urgence est déclarée par les deux tiers au moins des membres du conseil communal présents; leurs noms sont insérés au procès-verbal de la réunion.

Lorsque le nombre des membres du conseil communal présents n'est pas un multiple de trois, il y a lieu, pour la détermination des deux tiers, d'arrondir à l'unité supérieure le résultat de la division par trois suivie de la multiplication par deux.

Section 13 - Le nombre de membres du conseil communal devant voter en faveur de la proposition pour que celle-ci soit adoptée

Sous-section 1ère - Les résolutions autres que les nominations et les présentations de candidats

Article 35 - Les résolutions sont prises à la majorité absolue des suffrages; en cas de partage, la proposition est rejetée.

Par "la majorité absolue des suffrages", il y a lieu d'entendre:

- la moitié plus un demi du nombre des votes, si ce nombre est impair;
- la moitié plus un du nombre des votes, si ce nombre est pair.

Pour la détermination du nombre des votes, n'interviennent pas:

- les abstentions,
- et, en cas de scrutin secret, les bulletins de vote nuls.

En cas de scrutin secret, un bulletin de vote est nul lorsqu'il comporte une indication permettant d'identifier le membre du conseil communal qui l'a déposé.

Sous-section 2 - Les nominations et les présentations de candidats

Article 36 - En cas de nomination ou de présentation de candidats, si la majorité absolue n'est pas obtenue au premier tour du scrutin, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les deux candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de voix.

A cet effet, le président dresse une liste sur laquelle apparaissent uniquement les noms de ces deux candidats.

Les suffrages ne peuvent être donnés qu'à un des deux candidats portés sur cette liste.

La nomination ou la présentation a lieu à la pluralité des voix. En cas de parité des voix, le plus âgé des candidats est préféré.

Section 14 - Vote public ou scrutin secret

Sous-section 1^{ère} – Le principe

Article 37 - Sans préjudice de l'article 38, le vote est public.

Article 38 - Les présentations de candidats, les nominations aux emplois, les mises en disponibilité, les suspensions préventives dans l'intérêt du service et les sanctions disciplinaires font l'objet d'un scrutin secret.

Sous-section 2 - Le vote public

Article 39 - Sans préjudice de l'alinéa 2, lorsque le vote est public, les membres du conseil communal votent à haute voix.

Article 40 - Le président commence à faire voter les Echevins selon l'ordre de présentation, ensuite les conseillers selon le tableau de préséance et enfin lui-même.

Article 41 - Après chaque vote public, le président proclame le résultat de celui-ci.

Article 42 - Lorsque le vote est public, le procès-verbal de la réunion du conseil communal indique, pour chaque membre du conseil, s'il a voté en faveur de la proposition ou s'il a voté contre celle-ci ou s'il s'est abstenu.

Sous-section 3 - Le scrutin secret

Article 43 - En cas de scrutin secret:

a) le secret du vote est assuré par l'utilisation de bulletins de vote préparés de façon telle que pour voter, les membres du conseil communal n'aient plus, sauf s'ils ont décidé de s'abstenir, qu'à noircir un cercle ou à tracer une croix sur un cercle sous "oui" ou qu'à noircir un ou plusieurs cercles ou à tracer une croix sur un ou plusieurs cercles sous "non";

b) l'abstention se manifeste par le dépôt d'un bulletin de vote blanc, c'est-à-dire d'un bulletin de vote sur lequel le membre du conseil communal n'a noirci aucun cercle ou n'a tracé une croix sur aucun cercle.

Article 44 - En cas de scrutin secret:

a) pour le vote et pour le dépouillement, le bureau est composé du président et des deux membres du conseil communal les plus jeunes;

b) avant qu'il ne soit procédé au dépouillement, les bulletins de vote déposés sont comptés; si leur nombre ne coïncide pas avec celui des membres du conseil communal ayant pris part au vote, les bulletins de

vote sont annulés et les membres du conseil sont invités à voter une nouvelle fois;

c) tout membre du conseil communal est autorisé à vérifier la régularité du dépouillement.

Article 45 - Après chaque scrutin secret, le président proclame le résultat de celui-ci.

Section 15 - Le contenu du procès-verbal des réunions du conseil communal

Article 46 - Le procès-verbal des réunions du conseil communal reprend, dans l'ordre chronologique, tous les objets mis en discussion ainsi que la suite réservée à tous les points pour lesquels le conseil n'a pas pris de décision. De même, il reproduit clairement toutes les décisions.

Le procès-verbal contient donc:

- le texte complet, y compris leur motivation, de toutes les décisions intervenues;
- la suite réservée à tous les points de l'ordre du jour n'ayant pas fait l'objet d'une décision;
- la constatation que toutes les formalités légales ont été accomplies: nombre de présents, vote en séance publique ou à huis clos, vote au scrutin secret, résultat du vote avec, le cas échéant, les mentions prévues à l'article 42 du présent règlement.

Article 47 - Les commentaires préalables ou postérieurs aux décisions, ainsi que toute forme de commentaires extérieurs aux décisions ne seront consignés dans le procès-verbal que sur demande expresse du conseiller qui a émis la considération et qui la dépose sur support écrit, moyennant acceptation du conseil à la majorité absolue des suffrages, telle que définie à l'article 35 du présent règlement.

Section 16 - L'approbation du procès-verbal des réunions du conseil communal

Article 48 - Il n'est pas donné lecture, à l'ouverture des réunions du conseil communal, du procès-verbal de la réunion précédente. Le P.V. de la réunion précédente est transmis avec la convocation aux membres du Conseil Communal.

Article 49 - Tout membre du conseil communal a le droit, au début de la réunion, de faire des observations sur la rédaction du procès-verbal de la réunion précédente. Si ces observations sont adoptées, le secrétaire est chargé de présenter, séance tenante ou au plus tard à la séance suivante, un nouveau texte conforme à la décision du conseil.

Si la réunion s'écoule sans observations, le procès-verbal de la réunion précédente est considéré comme adopté et signé par le président et le secrétaire.

Chaque fois que le conseil communal le juge convenable, le procès-verbal est rédigé séance tenante, en tout ou en partie, et signé par les membres du conseil présents.

Chapitre 3 – Les réunions conjointes du conseil communal et du conseil de l'action sociale

Article 48 – Conformément à l'article 26bis, par. 5, alinéa 2 et 3 de la loi organique des CPAS, il sera tenu une réunion conjointe annuelle et publique du conseil communal et du conseil de l'action sociale.

La date et l'ordre du jour de cette réunion sont fixés par le collège communal.

Cette réunion a pour objet obligatoire la présentation du rapport annuel sur l'ensemble des synergies existantes et à développer entre la commune et le centre public d'action sociale, ainsi que les économies d'échelle et les suppressions des doubles emplois ou chevauchements d'activités du centre public d'action sociale et de la commune.

Ce rapport est établi par le comité de concertation.

Article 49 – Outre l'obligation énoncée à l'article précédent, le conseil communal et le conseil de l'action sociale ont la faculté de tenir des réunions conjointes.

Chacun des deux conseils peut, par un vote, provoquer la réunion conjointe. Le collège communal dispose également de la compétence pour convoquer la réunion conjointe, de même qu'il fixe la date et l'ordre du jour de la séance.

Article 50 – Les réunions conjointes du conseil communal et du conseil de l'action sociale ont lieu dans la salle du conseil communal ou dans tout autre lieu approprié fixé par le collège communal et renseigné dans la convocation

Article 51 – Les convocations aux réunions conjointes sont signées par le bourgmestre, le président du conseil de l'action sociale, les secrétaires communal et de CPAS.

Article 52 – Les réunions conjointes du conseil communal et du conseil de l'action sociale ne donnent lieu à aucun vote. Toutefois, pour se réunir valablement, il conviendra que la majorité des membres en fonction (au sens de l'article 28 du présent règlement) tant du conseil communal que du conseil de l'action sociale soit présente.

Article 53 – La présidence et la police de l'assemblée appartiennent au bourgmestre. En cas d'absence ou d'empêchement du bourgmestre, il est

remplacé par le président du conseil de l'action sociale, ou, par défaut, à un échevin suivant leur rang.

Article 54 – Le secrétariat des réunions conjointes est assuré par le secrétaire communal ou un agent désigné par lui à cet effet.

Article 55 – Une synthèse de la réunion conjointe est établie par l'agent visé à l'article 62 du présent règlement, et transmis au collège communal et au président du conseil de l'action sociale dans les 30 jours de la réunion visée ci-dessus, à charge pour le collège et le président du conseil de l'action sociale d'en donner connaissance au conseil communal et au conseil de l'action sociale lors de leur plus prochaine séance respective.

Chapitre 4 - La perte des mandats dérivés dans le chef du conseiller communal démissionnaire de son groupe politique

Article 56 - Conformément à l'article L1123-1, par. 1^{er}, alinéa 1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le ou les conseillers élus sur une même liste lors des élections constituent un groupe politique dont la dénomination est celle de ladite liste.

Article 57- Conformément à L1123-1, par. 1^{er}, alinéa 2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le conseiller qui, en cours de législature, démissionne de son groupe politique est démissionnaire de plein droit de tous les mandats qu'il exerçait à titre dérivé en raison de sa qualité de conseiller communal.

Article 58 - Au sens du présent règlement, il faut entendre par "mandats dérivés" toutes les désignations et présentations de conseillers communaux effectuées par le conseil communal, sur le pied de L1122-34, par. 2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, dans les intercommunales, les asbl, les sociétés de logements sociaux et de manière générale dans tout organisme où la commune bénéficie d'une représentation. Sont notamment visés tous les postes aux assemblées générales, aux conseils d'administration.

Article 59 - Par "démission du groupe politique", il y a lieu d'entendre que le conseiller concerné notifie sa décision de démissionner de son groupe politique par écrit au conseil communal.

Chapitre 5 – Le droit d'interpellation du citoyen

Article 60 – Tout citoyen âgé de 18 ans accomplis, domicilié dans la commune, dispose, aux conditions fixées dans le présent chapitre, du droit d'interpeller les instances communales.

Les conseillers communaux, les conseillers de l'action sociale ne disposent pas dudit droit.

Article 61 - Tout citoyen qui désire faire usage de son droit d'interpellation porte à la connaissance du bourgmestre l'objet de sa demande par une déclaration écrite accompagnée d'une note indiquant d'une manière précise la question qui est posée ou les faits sur lesquels des explications sont sollicitées ainsi que les considérations qu'il se propose de développer.

Article 62 - L'interpellation doit être d'intérêt communal. Elle ne peut en outre être relative à un point inscrit à l'ordre du jour de la réunion du conseil du même jour.

Article 63 - Le collège communal examine la conformité de la demande; il écarte toute demande non conforme à la présente section (notamment quant aux délais, au sujet invoqué, etc.). Il peut en outre refuser une interpellation lorsqu'elle porte sur un objet d'intérêt exclusivement privé ou lorsqu'elle est de nature à porter préjudice à l'intérêt général. Il en est de même des interpellations qui mettraient en cause des personnes physiques, qui porteraient atteinte à la moralité publique, qui manqueraient de respect aux convictions religieuses ou philosophiques d'un ou plusieurs citoyens, ou qui avanceraient des propos à connotation raciste ou xénophobe.

Les demandes écrites conformes sont présentées au conseil communal lors de sa plus prochaine séance dans le respect des délais de convocation du conseil communal.

Article 64 - Les interpellations se déroulent en séance publique du conseil communal, dans le respect du quorum de présence tel que visé à l'article 28 du présent règlement, mais sans débat, sans réplique, ni sans vote les sanctionnant.

Elles débutent à l'heure fixée pour la séance du conseil communal. Au terme de ces interpellations, la séance du conseil communal commence.

Le public présent est tenu aux mêmes règles que lors d'une séance publique du conseil communal, la police de l'assemblée étant assurée par le bourgmestre ou celui qui le remplace.

Article 65 - Le citoyen dispose d'une durée maximale de cinq minutes pour développer son interpellation.

Le bourgmestre ou l'échevin ou le président du conseil de l'action sociale et/ou le conseiller communal sollicité par le bourgmestre dispose d'une même durée maximale de cinq minutes pour apporter une réponse.

Il ne peut être développé qu'un maximum de cinq interpellations par séance du conseil.

Article 66 - Un objet ne peut être évoqué par voie d'interpellation que deux fois au cours d'une période de douze mois.

Article 67 - Aucune interpellation ne peut avoir lieu dans les six mois

qui précèdent toute élection.

Article 68 - Le bourgmestre ou celui qui le remplace gère le temps de parole réservé aux interpellations des citoyens.

Les interpellations sont entendues dans l'ordre chronologique de leur réception par le bourgmestre.

TITRE II – LES RELATIONS ENTRE LES AUTORITES COMMUNALES ET L'ADMINISTRATION – DEONTOLOGIE, ETHIQUE ET DROITS DES CONSEILLERS

Chapitre 1er – Les relations entre les autorités communales et l'administration locale

Article 69 - Sans préjudice des articles L1124-3 et L1124-4 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et de l'article 78 du présent règlement, le conseil communal, le collège communal, le bourgmestre et le secrétaire communal collaborent selon les modalités qu'ils auront établies, notamment quant à l'organisation et le fonctionnement des services communaux et la manière de coordonner la préparation et l'exécution par ceux-ci des décisions du conseil communal, du collège communal et du bourgmestre.

Chapitre 2 – Les règles de déontologie et d'éthique des conseillers communaux

Article 70 – Conformément à l'article L1122-18 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les conseillers communaux s'engagent à:

1. exercer leur mandat avec probité et loyauté;
2. refuser tout cadeau, faveur, invitation ou avantage en tant que représentant de l'institution locale, qui pourrait influencer sur l'impartialité avec laquelle ils exercent leurs fonctions;
3. spécifier s'ils agissent en leur nom personnel ou au nom de l'institution locale qu'ils représentent, notamment lors de l'envoi de courrier à la population locale;
4. assumer pleinement (c'est-à-dire avec motivation, disponibilité et rigueur) leur mandat et leurs mandats dérivés;
5. rendre compte régulièrement de la manière dont ils exercent leurs mandats dérivés;
6. participer avec assiduité aux réunions des instances de l'institution locale, ainsi qu'aux réunions auxquelles ils sont tenus de participer en raison de leur mandat au sein de ladite institution locale;
7. prévenir les conflits d'intérêts et exercer leur mandat et leurs mandats dérivés dans le but exclusif de servir l'intérêt général;
8. déclarer tout intérêt personnel dans les dossiers faisant l'objet d'un examen par l'institution locale et, le cas échéant, s'abstenir de participer aux débats (on entend par "intérêt personnel" tout intérêt qui affecte

- exclusivement le patrimoine du mandataire ou de ses parents et alliés jusqu'au deuxième degré);
9. refuser tout favoritisme (en tant que tendance à accorder des faveurs injustes ou illégales) ou népotisme;
 10. adopter une démarche proactive, aux niveaux tant individuel que collectif, dans l'optique d'une bonne gouvernance;
 11. rechercher l'information nécessaire au bon exercice de leur mandat et participer activement aux échanges d'expériences et formations proposées aux mandataires des institutions locales et ce tout au long de leur mandat;
 12. encourager toute mesure qui favorise la performance de la gestion, la lisibilité des décisions prises et de l'action publique, la culture de l'évaluation permanente ainsi que la motivation du personnel de l'institution locale;
 13. encourager et développer toute mesure qui favorise la transparence de leurs fonctions ainsi que de l'exercice et du fonctionnement des services de l'institution locale;
 14. veiller à ce que tout recrutement, nomination et promotion s'effectuent sur base des principes du mérite et de la reconnaissance des compétences professionnelles et sur base des besoins réels des services de l'institution locale;
 15. être à l'écoute des citoyens et respecter, dans leur relation avec ceux-ci, les rôles et missions de chacun ainsi que les procédures légales;
 16. s'abstenir de diffuser des informations de type propagande ou publicitaire qui nuisent à l'objectivité de l'information ainsi que des informations dont ils savent ou ont des raisons de croire qu'elles sont fausses ou trompeuses;
 17. s'abstenir de profiter de leur position afin d'obtenir des informations et décisions à des fins étrangères à leur fonction et ne pas divulguer toute information confidentielle concernant la vie privée d'autres personnes;
 18. respecter les principes fondamentaux tenant à la dignité humaine.

Chapitre 3 – Les droits des conseillers communaux

Section 1 - Le droit, pour les membres du conseil communal, de poser des questions écrites et orales au collège communal

Article 71 - Les membres du conseil communal ont le droit de poser, au collège communal, des questions écrites et orales concernant l'administration de la commune.

Article 72 - Il est répondu aux questions écrites dans le mois de leur réception par le bourgmestre ou par celui qui le remplace.

Article 73 - Lors de chaque réunion du conseil communal, une fois terminé l'examen des points inscrits à l'ordre du jour de la séance publique, le président accorde la parole aux membres du conseil qui la demandent afin de poser des questions orales au collège communal, étant entendu qu'il l'accorde selon l'ordre des demandes et, en cas de demandes

simultanées, selon l'ordre du tableau de préséance tel qu'il est établi au Titre I^{er}, Chapitre 1^{er} du présent règlement.

Il est répondu aux questions orales:

- soit séance tenante,
- soit lors de la prochaine réunion du conseil communal, avant que le président accorde la parole afin que, le cas échéant, de nouvelles questions orales soient posées.

Section 2 - Le droit, pour les membres du conseil communal, d'obtenir copie des actes et pièces relatifs à l'administration de la commune

Article 74 - Aucun acte, aucune pièce concernant l'administration de la commune ne peut être soustrait à l'examen des membres du conseil communal.

Article 75 - Les membres du conseil communal ont le droit d'obtenir copie des actes et pièces dont il est question à l'article 55, moyennant paiement d'une redevance fixée comme suit : 0,05 €, ce taux n'excédant pas le prix de revient.

En vue de cette obtention, les membres du conseil communal remplissent une formule de demande qu'ils retirent au secrétariat communal et qu'ils remettent au bourgmestre ou à celui qui le remplace.

Les copies demandées sont envoyées dans les cinq jours ouvrables de la réception de la formule de demande par le bourgmestre ou par celui qui le remplace.

Section 3 - Le droit, pour les membres du conseil communal, de visiter les établissements et services communaux

Article 76 - Les membres du conseil communal ont le droit de visiter les établissements et services communaux, accompagnés d'un membre du collège communal.

Afin de permettre au collège communal de désigner un de ses membres et, à celui-ci, de se libérer, les membres du conseil communal informent le collège, au moins huit jours à l'avance, par écrit, des jour et heure auxquels ils demandent à visiter l'établissement ou le service.

Article 77 - Durant leur visite, les membres du conseil communal sont tenus de se comporter d'une manière passive.

Section 4 - Les jetons de présence

Article 78 – Les membres du conseil communal – à l'exception des membres du collège communal, conformément à l'article L1123-15, par. 3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation - perçoivent

un jeton de présence lorsqu'ils assistent aux réunions du conseil communal, et aux réunions des commissions.

Article 79- Le montant du jeton de présence est fixé comme suit: 100 €.

731.

6. ZONE D'ACTIVITE ECONOMIQUE MIXTE HALMA.

6.1. Vente à Pascal MOÏSE

Vu le règlement communal relatif aux aides à accorder aux entreprises qui s'installent sur la zone d'activité économique mixte de Halma ;

Attendu que la Société Chauffage sanitaire MOÏSE Pascal, Rue Tienne des Solins, 12, 5580 AVE-ET-AUFFE, a signé un compromis d'achat d'un terrain de 29 a 32 ca ainsi qu'il en résulte de la copie de l'acte de vente du 26 octobre 2006 dressé par le Comité d'acquisition et d'immeubles du Ministère des Finances ;

Attendu que la commune s'est engagée à apporter une aide financière de 2 € le mètre carré ;

Vu la lettre du 28 novembre 2006 par laquelle IDELUX réclame le paiement de cette somme ;

DECIDE de marquer son accord pour le paiement de la somme de 2.932 m² x 2 €, soit 5.864 € et de prévoir le crédit budgétaire nécessaire lors de l'élaboration du budget de l'exercice 2007.

6.2. Vente à Chapellerie Herman.

Vu le règlement communal relatif aux aides à accorder aux entreprises qui s'installent sur la zone d'activité économique mixte de Halma ;

Attendu que la SA CHAPELLERIE HERMAN, Rue de la Station, 34, 6920 Wellin a signé un compromis d'achat d'un terrain de 57 a 55 ca ainsi qu'il en résulte de la copie de l'acte de vente du 13 novembre 2006 dressé par le Comité d'acquisition et d'immeubles du Ministère des Finances ;

Attendu que la commune s'est engagée à apporter une aide financière de 3,72 € le mètre carré ;

Vu la lettre du 28 novembre 2006 par laquelle IDELUX réclame le paiement de cette somme ;

DECIDE de marquer son accord de principe pour le paiement de la somme de 5.755 m² x 3,72 €, soit 21.408,60 € et de prévoir le crédit budgétaire nécessaire lors de l'élaboration du budget de l'exercice 2007.

865.

7. TRAVAUX VOIRIE ET EGOUTS CHANLY. PHASE II.

M. l'échevin B. Closson communique que le décompte final des travaux de la phase II de Chanly (voirie et égouts) a été dressé comme suit par le Service technique provincial

Travaux exécutés à prix de soumission	236.624,70
Travaux à prix convenus	8.478,80
Participation SPGE dans revêtement	-29.454,55
Révisions contractuelles	29.753,52
TVA	51.534,52
TOTAL TVA C	<u>296.936,99 €</u>

La réception provisoire des travaux a été accordée à la SA Liégeois et Fils à Bure le 18 décembre 2006.

Vu le décompte final des travaux de modernisation de l'égouttage et de la voirie de Chanly – Phase II dont le montant global s'élève à 296.936,99 € ;

Attendu que le montant de l'adjudication du 14/03/2005 a été approuvé au montant de 548.650,30 € et que la part communale s'élevait à 262.896,70 € pour ce qui concerne la part communale ;

Attendu que la différence entre l'adjudication et le décompte final s'élève à 34.040,29 €, dont 36.001,77 € de révisions contractuelles ;

Attendu que le montant des travaux supplémentaires n'excède pas 10 % ;

Vu l'article 1222-4 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

PREND NOTE du montant du décompte final des travaux en cause et **DECIDE** d'adapter les crédits budgétaires lors de l'élaboration du budget de l'exercice 2007 afin d'honorer l'ensemble des frais inhérents à l'exécution desdits travaux.

900.

8. INTERCOMMUNALES.

Vu le renouvellement intégral des conseils communaux à la date du 4 décembre 2006 ;

Considérant qu'il importe de procéder rapidement à la désignation des délégués de la commune de Wellin dans les diverses intercommunales auxquelles elle est affiliée ;

Vu les actes de présentation déposés par les listes représentatives du conseil communal ;

A l'unanimité,

DECIDE de désigner comme suit les représentants aux intercommunales suivantes :

Intercommunales	Listes 8 ET 9	Liste 10
IDELUX	DAMILOT Thierry TAVIER Guillaume PONCIN Arthur DETROZ Cécile	MEUNIER Bruno
A.I.V.E.	DERMIENCE Robert CLOSSON Benoît PONCIN Arthur WEINQUIN Anne	MEUNIER Bruno
ASSAINISSEMENT	DAMILOT Thierry TAVIER Guillaume LAMBERT Etienne DETROZ Cécile	MEUNIER Bruno
IDELUX FINANCES	CLOSSON Benoît DAMILOT Thierry PONCIN Arthur WEINQUIN Anne	MEUNIER Bruno
INTERLUX	CLOSSON Benoît COLLIN Rudy PONCIN Arthur DETROZ Cécile	MEUNIER Bruno
TELELUX	DERMIENCE Robert DAMILOT Thiery PONCIN Arthur WEINQUIN Anne	MEUNIER Bruno
SOFILUX	TAVIER Guillaume DELVOSALLE Claudine PONCIN Arthur DETROZ Cécile	MEUNIER Bruno

AIOMS HAUTE LESSE **DELVOSALLE Claudine** **MEUNIER Bruno**
TAVIER Guillaume
CLOSSON Benoît
LAMBERT Etienne

AIOMS CENTRE ARDENNE **DAMILOT Thierry** **MEUNIER Bruno**
CLOSSON Benoît
DETROZ Cécile
WEINQUIN Anne

Attendu que la commune est affiliée ou actionnaires dans diverses sociétés, commissions ou associations et qu'il importe de désigner les représentants de la commune au sein de l'assemblée générale de celles-ci ;

Vu les candidatures proposées par les listes en présence au conseil communal ;

DECIDE de désigner comme suit les représentants aux intercommunales suivantes :

S.M.A.P. Assurances **DERMIENCE Robert**

T.E.C. Namur-Luxembourg **TAVIER Guillaume**

Union des Villes et communes **CLOSSON Benoît**

DEXIA Banque **DERMIENCE Robert**

Conseil de l'enseignement UVCB **WEINQUIN Anne**

Conseil des Communes d'Europe **PONCIN Arthur**

S.W.E. **PONCIN Arthur**

PLUS BEAUX VILLAGES
DE WALLONIE **DERMIENCE Robert et MEUNIER**
Bruno

Maison de la Culture. **WEINQUIN Anne et MEUNIER**
Bruno

c) A.L.E.

**CLOSSON Benoît
DAMILOT Thierry
COLLIN Rudy
TAVIER Guillaume
GREGOIRE Claude
DETROZ Cécile
DENONCIN Thierry**

d) Conseil de l'Ecole de la Communauté française.

**LAMBERT Etienne
CLOSSON Benoît
MEUNIER Bruno**

e) Comité de gestion de la salle de Lomprez.

**COLLIN Rudy
CLOSSON Benoît
DAMILOT Thierry
TAVIER Guillaume
GREGOIRE Claude
ARNOULD Bernard
SIMON Jean-Marc**

f) Hall de sport.

**TAVIER Guillaume
COLLIN Rudy
CLOSSON Benoît
DAMILOT Thierry
JACINTO Annabelle
LAMBERT Etienne
MEUNIER Bruno**

g) Comité de jumelage

**DAMILOT Thierry, responsable du jumelage.
COLLIN Rudy – TAVIER Guillaume – CLOSSON Benoît –
WEINQUIN Anne – DELVOSALLE Claudine – JACINTO
Annabelle – GREGOIRE Claude – BIHAIN Gabriel – HOUILLET
Isabelle – LEFEBVRE Sabrina – ROSSION Gisèle – CLARINVAL-
PERRIER Estelle.**

h) P.C.D.R.

Commission consultative de développement rural

Représentation politique

Effectifs

**DERMIENCE Robert
CLOSSON Benoît
LAMBERT Etienne
PONCIN Arthur**

Suppléants

**DAMILOT Thierry
COLLIN Rudy
DETROZ Cécile
MEUNIER Bruno**

i) Commission communale de l'accueil.

Composante N°1 – les représentants du Conseil Communal :

EFFECTIFS

Membre du Collège des Bourgmestre et Echevins

Effectifs

**CLOSSON Benoît
WEINQUIN Anne**

Suppléants

**TAVIER Guillaume
DETROZ Cécile**

Conseiller communal

**COLLIN Rudy
LAMBERT Etienne**

**MEUNIER Bruno
PONCIN Arthur**

L'ordre du jour de la séance publique étant épuisé, le Président prononce le huis clos et le public quitte la salle.

HUIS CLOS

La séance est levée à 21 heures 15.

Pour le Conseil communal

**Le Secrétaire communal
P. BAIJOT**

**Le Président
R. DERMIENCE**